IDENTITÉ CANADIENNE – PASSÉ, PRÉSENT ET FUTUR

ANIL ARORA, MAIRE SINHA ET SHARANJIT UPPAL

Anil Arora occupe le poste de statisticien en chef du Canada depuis septembre 2016. Tout au long de sa carrière, il a dirigé des initiatives de transformation majeures, grâce à son expérience et à ses partenariats avec les trois ordres au sein du gouvernement, dans le secteur privé et au sein d'organisations internationales, notamment l'ONU et l'OCDE. Il a dirigé des projets portant sur des enjeux stratégiques de premier plan, ainsi que sur la réforme législative et réglementaire, et il a supervisé des programmes nationaux de grande envergure. M. Arora est actuellement président du comité de l'OCDE sur les statistiques et la politique statistique, il est vice-président du bureau de la conférence des statisticiens européens et il préside le groupe de haut niveau sur la modernisation des statistiques officielles. Il a été nommé parmi les 25 meilleurs immigrants au Canada en 2022 et est un conférencier et un leader d'opinion très prisé.

Maire Sinha est rédactrice en chef de la publication Regards sur la société canadienne (ICS), la publication phare de Statistique Canada sur les questions sociales. L'ICS se consacre à la vulgarisation des connaissances, en traduisant des questions socio-économiques souvent complexes en récits portant sur les Canadiens et la société canadienne. La revue fournit des informations significatives, pertinentes et d'actualité à un large public, qu'il s'agisse des médias, des décideurs politiques, des analystes, des chercheurs, des étudiants ou du grand public.

Sharanjit Uppal est chercheur principal au Centre des Perspectives, intégration et innovation en données sociales de Statistique Canada. Il a publié des articles sur des questions variées, telles que l'impact de l'inflation sur les Canadiens à faible revenu, les différences entre les genres au chapitre de statut de permanence dans le milieu universitaire, l'itinérance, la participation au marché du travail et les défis liés à l'accession à la propriété.

Il n'est pas nécessaire de voyager dans le temps pour identifier les temps forts de la pensée canadienne et de la compréhension que nous avons de nous-mêmes. La pandémie de la COVID-19 est encore toute fraîche dans nos mémoires. En effet, le sentiment d'unité des Canadiens au début de l'épidémie a été suivi d'une certaine polarisation des pensées et des valeurs à l'égard des mesures de santé publique, des médias et des institutions démocratiques en général, mais peut-être pas autant que chez nos voisins du Sud.

La pandémie a également remis en question certaines sources historiques de fierté canadienne, notamment le système de santé universel du Canada, qui a été mis à rude épreuve en raison du manque de personnel et du report d'opérations chirurgicales et de soins préventifs de routine. Le marché du travail et l'économie ont ainsi été touchés et, pour l'identité canadienne, le fossé entre les « nantis » et les « démunis » s'est creusé. Les problèmes liés à la stabilité de l'emploi et des revenus ont été le plus souvent ressentis dans les secteurs essentiels et faiblement rémunérés (par exemple, les commis d'épicerie), tandis que les emplois axés sur la connaissance ont été moins touchés, car les travailleurs ont pu se tourner vers le travail en ligne. À cela s'ajoutent les éventuels effets à long terme sur la mobilité économique ascendante des jeunes générations et des immigrants, dus à l'augmentation du coût de la vie et aux obstacles financiers à l'accession à la propriété.

Dans le contexte de la pandémie, la fierté de l'histoire canadienne a été mise à l'épreuve, car le pays a été témoin de la découverte de lieux de sépultures anonymes sur les sites d'anciens pensionnats. Ces injustices et d'autres exemples de racisme systémique ont été ponctués par le mouvement *Black Lives Matter* (BLM), qui a provoqué des manifestations au Canada et dans le monde entier pour dénoncer les discriminations subies par les populations autochtones et racisées. Ces événements ont finalement poussé les Canadiens à réfléchir sur eux-mêmes et sur nos sources traditionnelles de fierté.

Ces événements qui ont transformé la société ont-ils révélé un changement dans la façon d'être Canadien, ou y avait-il déjà eu une identité canadienne à proprement parler ? Les questions relatives à l'identité nationale peuvent être une source de débats ésotériques, même si les données peuvent aider à simplifier et à donner un sens à ce que nous étions, à ce que nous sommes et à ce vers quoi nous nous dirigeons.

Au fil des ans, l'identité du Canada en tant que pays n'a cessé d'évoluer, façonnée par les changements dans le paysage sociodémographique du pays et par les dimensions interdépendantes du changement social, des événements géopolitiques (par exemple, les guerres, la Grande Crise) et des réformes politiques. Et si l'identité, en soi, peut constituer une indication intéressante de ce que sont les Canadiens et de ce qu'ils défendent, la notion de perception qu'ont les Canadiens d'eux-mêmes et des autres peut avoir des implications sur notre cohésion sociale, notre engagement et notre participation civiques, ainsi que sur nos liens avec les autres. Elle se manifeste également dans la mesure où les Canadiens estiment que chacun doit avoir une chance de réussir, quelles que soient les différences de sexe, d'âge, d'origine ethnique, de langue, de handicap ou d'orientation sexuelle.

Si l'on se penche sur l'histoire de ce pays, on constate que le rythme des changements sociaux et démographiques survenus au cours des 50 dernières années est sans précédent, et pourtant, la plupart du temps, nous vivons en paix les uns avec les autres. Le taux de criminalité a généralement reculé depuis les années 1990, et nos services sociaux, nos systèmes politiques ouverts et notre qualité de vie générale font souvent des envieux dans le monde entier, se classant régulièrement parmi les meilleurs au niveau international. À bien des égards, le Canada est un pays qui a su canaliser les ressources et les talents de personnes d'origines ethniques, linguistiques et religieuses diverses.

Notre diversité est en grande partie due à l'immigration, combinée à la richesse culturelle des groupes autochtones du Canada qui vivent sur ce territoire depuis des milliers d'années. Les colons européens ont représenté la majeure partie des nouveaux immigrants au cours des 100 premières années qui ont suivi la Confédération. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un groupe homogène, le changement de politique en matière d'immigration dans les années 1960 a entraîné une augmentation de la pluralité des origines ethniques, des langues autres que l'anglais et le français, ainsi que des religions non chrétiennes, notamment l'islam, l'hindouisme et le sikhisme.

En 2021, la majorité des immigrants étaient originaires d'Asie, y compris du Moyen-Orient, et une part croissante d'entre eux étaient nés en Afrique. En même temps, la proportion d'immigrants nés en Europe a continué à diminuer, passant de 62 % des immigrants en 1971 à 10 % en 2021.

Du fait de la transformation intervenue au niveau des pays de provenance des immigrants et de leurs descendants, une personne sur quatre appartient aujourd'hui à un groupe racisé, contre moins d'une personne sur vingt au début des années quatre-vingt. Cette tendance devrait s'accroître de 38 à 43 % d'ici à 2041. En effet, avec le plan fédéral d'immigration récemment mis en place pour stimuler l'économie, on s'attend à ce que la croissance de la population et la diversité s'accélèrent à un rythme impressionnant.

Actuellement, dans ces deux grands centres urbains, les Canadiens racisés représentent déjà la majorité de la population, soit 59 % à Toronto et 58 % à Vancouver. Et si Toronto et Vancouver sont présentement les deux grandes villes les plus racialisées, d'autres régions du Canada verront probablement des changements dans la composition démographique à l'avenir, avec une part croissante d'immigrants résidant dans d'autres villes de l'Ontario, notamment Ottawa et Kingston, ainsi que dans les provinces de l'Atlantique.

En plus des populations racisées, les populations autochtones augmentent et représentent une part plus importante de la population. En 2021, les Premières nations, les Inuits et les Métis représenteront 5 % de la population canadienne, contre moins de 3 % au milieu des années 1990.

Cette mosaïque culturelle grandissante, où différents groupes coexistent et s'épanouissent mutuellement, a souvent défini l'identité du Canada, tant à l'intérieur du pays que sur la scène internationale. En effet, la politique officielle de multiculturalisme du Canada est généralement une source de fierté nationale et un contraste frappant avec le système du melting-pot, mis en avant dans

d'autres pays qui accueillent des immigrants. Ce principe définit-il encore notre identité nationale ? L'idée de multiculturalisme englobe-t-elle des identités qui se croisent, fondées non seulement sur la culture, mais aussi sur l'âge, le sexe, la région, le handicap, l'orientation sexuelle et d'autres marqueurs de l'identité individuelle ? Sommes-nous en train d'évoluer vers un sentiment d'identité plus axé sur l'individualisme et, éventuellement, vers une société plus morcelée ?

Les données nous indiquent que, bien que nous soyons de plus en plus diversifiés sous un nombre sans cesse croissant de formes, avec des défis potentiels pour la cohésion sociale, les Canadiens restent unis dans les valeurs fondamentales de l'égalité et de la protection des droits de l'homme. Ces valeurs s'accompagnent d'un respect mutuel et de la responsabilité de les défendre. Ce sont peut-être ces valeurs partagées, combinées à notre diversité, qui distinguent le Canada au niveau international et qui nous définissent en tant que Canadiens.

L'un des exemples les plus clairs de ce système de valeurs collectives est la fierté qu'inspire la Charte canadienne des droits et libertés. Cette Charte, adoptée en 1982, est toujours considérée par la grande majorité des Canadiens (93 %) comme un symbole important de l'identité canadienne, garantissant les droits à l'égalité, à la démocratie et à la mobilité. Bien que ce symbole et d'autres symboles nationaux soient en grande partie des représentations conceptuelles de l'identité d'un pays, ils peuvent avoir un effet positif sur les liens et l'attachement émotionnel à notre pays.

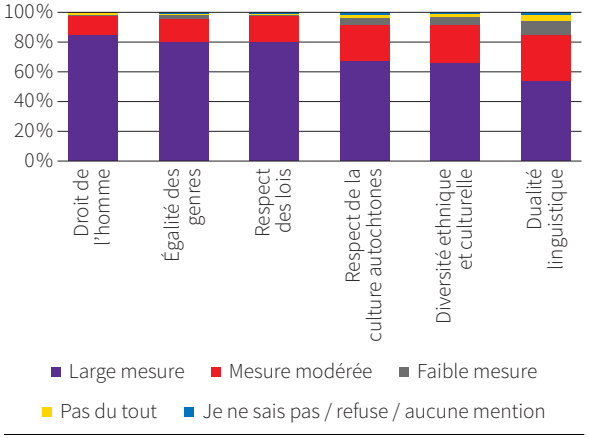
En effet, l'appréciation de cette Charte est sans doute une représentation tangible des valeurs auxquelles les Canadiens sont attachés au plus profond d'eux-mêmes, notamment les droits de l'homme, l'égalité entre les genres, la diversité ethnique et culturelle, la dualité linguistique et le respect de la culture autochtone.

Presque tous les Canadiens (98 %) sont favorables aux valeurs des droits de l'homme, 85 % y adhèrent dans une large mesure (graphique 1). Par ailleurs, 97 % d'entre eux sont convaincus du bien-fondé du respect de la loi et 95 % de l'importance de l'égalité hommes-femmes. D'autres valeurs sont également très appréciées des Canadiens. Prenons par exemple la diversité ethnique et culturelle. Dans l'ensemble, 92 % des personnes interrogées sont d'accord avec cette valeur, soit une proportion identique à celle des personnes qui sont d'accord avec la valeur du respect de la culture autochtone.

Tout comme le Canada est diversifié, notre adhésion personnelle à ces valeurs l'est aussi. Les femmes, les immigrants, en particulier les immigrants récemment arrivés, et les francophones, sont généralement plus enclins à défendre personnellement ces valeurs. En outre, les peuples autochtones, qu'il s'agisse des Premières nations, des Inuits ou des Métis, sont plus susceptibles que les non-autochtones de croire dans une large mesure à la nécessité de respecter la culture autochtone (84 % contre 67 %).

Cette éventuelle image idyllique du Canada doit cependant être tempérée lorsque l'on fait la distinction entre les systèmes de croyances personnelles et les perceptions des valeurs collectives canadiennes. Pour toute une série de valeurs, les gens sont moins enclins à les identifier comme des

GRAPHIQUE 1. PRESQUE TOUS LES CANADIENS SONT PERSONELLEMENT D'ACCORD AVEC LES VALEURS DES DROITS DE L'HOMME.



Source: Statistique Canada, Enquête sociale générale sur l'identité sociale, 2020

valeurs canadiennes communes. En 2020, 92 % des Canadiens considéraient les droits de l'homme comme une valeur canadienne commune, alors que 57 % estimaient que les Canadiens accordaient une grande importance aux droits de l'homme. Il s'agit là de la seule valeur pour laquelle plus de la moitié de la population croit fermement qu'il s'agit d'un idéal canadien. Et même pour cette valeur commune, on observe un déclin au fil du temps dans les convictions des gens en tant que valeur commune.

La proportion de Canadiens qui croient dans une large mesure aux valeurs collectives communes que sont les droits de l'homme, l'égalité des genres, la diversité ethnique et culturelle, la dualité linguistique et la culture autochtone est en baisse depuis 2013. Le recul le plus important a été observé dans le cas de l'égalité des genres, 36 % des Canadiens conviennent dans une large mesure qu'il s'agit d'une valeur partagée en 2020, contre près de la moitié (47 %) dix ans auparavant. Une baisse similaire a été observée pour la valeur partagée que constitue la diversité ethnique et culturelle (30 % contre 41 % en 2013).

Ces baisses reflètent peut-être les défis actuels de la société canadienne. Il y a des indications de différences de traitement et d'opportunités. La discrimination à l'encontre des groupes racisés dans la société canadienne a augmenté. Par exemple, un pourcentage plus élevé de Canadiens noirs a été victime de discrimination en 2019 par rapport à 2014 (46 % contre 28 %). De même, les expériences de discrimination étaient plus fréquentes chez les autochtones en 2019 (33 %) qu'en 2014 (23 %).

La pandémie semble avoir accentué ces problèmes. La discrimination sur la base de la race et de l'appartenance ethnique a augmenté depuis le début de la pandémie, en particulier à l'encontre des groupes asiatiques. En outre, le début de la pandémie a coïncidé avec une augmentation des crimes haineux signalés par la police au cours des dernières années, la plus forte hausse étant enregistrée entre 2019 et 2020 (augmentation de 37 %), y compris les crimes haineux fondés sur la race ou l'appartenance ethnique, la religion ou l'orientation sexuelle.

Il est essentiel pour notre pays d'avoir une vision équilibrée de notre identité nationale – à la fois dans ses aspects positifs et négatifs – pour être en mesure d'aller de l'avant. Il ne fait aucun doute que les défis en matière de cohésion sociale doivent être relevés si nous voulons survivre et prospérer en tant que pays. En effet, ce besoin ne cessera de croître, car nous serons de plus en plus tributaires des immigrants et de leur pleine intégration au sein

de notre économie fondée sur la connaissance, face au vieillissement de la population et aux besoins associés à nos systèmes sociaux. En conséquence, nous devrons inverser cette tendance à la baisse en ce qui concerne la propension des immigrants à devenir des citoyens canadiens. Ce faisant, nous garantirons que les néo-Canadiens et leur progéniture resteront et réussiront au Canada pour les générations à venir.